Document généré le 18 juil. 2025 10:17

Recherches amérindiennes au Québec

Le jour et la nuit
La relocalisation des ‘Nakwaxda’xw et des Gwa’salas
From Light to Darkness
The Relocation of the ’Nakwaxda’xw and Gwasa’la
El día y la noche
La relocalización de los ‘Nakwaxda’xw y los Gwa’salas

Marie Mauzé

Volume 41, numéro 2-3, 2011

« Relocalisations » et résilience autochtone

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1021614ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1021614ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (imprimé)
1923-5151 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Mauzé, M. (2011). Le jour et la nuit : la relocalisation des ‘Nakwaxda’xw et des Gwa’salas. *Recherches amérindiennes au Québec*, *41*(2-3), 83–98. https://doi.org/10.7202/1021614ar

Résumé de l'article

La relocalisation d’ordre administratif des ‘Nakwaxda’xw et des Gwasa’las (Kwakwaka’wakw) de la Colombie-Britannique, en 1964, a donné lieu à une véritable implosion sociale dont les effets délétères sont encore ressentis cinquante ans après les faits. Déplacés vers un nouveau site dans des conditions très précaires, en raison de l’incompétence flagrante des représentants du ministère des Affaires indiennes, tant au niveau national que local, les ‘Nakwaxda’xw et les Gwasa’las ont été brutalement éloignés de leur territoire traditionnel. Privés de leur relation réelle, imaginaire, spirituelle et émotionnelle à leurs terres ancestrales, ils ont perdu aussi un savoir traditionnel ancré dans la perception de leur environnement. Dans le cadre des revendications spécifiques, la bande a reçu une compensation financière en 2008, mais il reste à ses membres à trouver la force pour reconquérir toutes les facettes de leur identité afin de mieux vivre dans le monde moderne.

Tous droits réservés © Recherches amérindiennes au Québec, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d’auteur. L’utilisation des services d’Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d’utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l’Université de Montréal, l’Université Laval et l’Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le jour et la nuit
La relocalisation des ‘Nakwaxda’xw et des Gwa’salas

Marie Mauzé
Laboratoire d’anthropologie sociale
CNRS, Paris

> Qu’ils aient eu l’intention de nous faciliter l’accès à différents services ou nous assimiler, peu importe. Le résultat est le même. Ils ont pris notre âme.
>
> (Bobby Joseph, cité dans Sheltinga 1988 : 51)

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et avec une inflexion beaucoup plus marquée depuis le début des années 1960, le gouvernement fédéral canadien a recentré sa politique de gestion des populations autochtones et réfléchi à un certain nombre de solutions qui pouvaient résoudre « le problème indien », expression qui recouvrait alors des questions telles que celles de l’isolement, de la pauvreté, de la santé, des emplois instables et du bas niveau d’éducation des autochtones. À cette époque, les représentants du gouvernement pensaient que le problème pouvait être en partie résolu par l’assimilation des populations indiennes dans la société canadienne et par la suppression de leur statut particulier, les autochtones devant être considérés sur un plan d’égalité par rapport aux citoyens canadiens d’origine européenne. En conséquence, les Amérindiens devaient avoir accès aux mêmes standards de vie, comme le souhaitait du reste la société canadienne dans son ensemble. Prédominait alors une idéologie fondée sur l’idée que la voie du progrès était irréversible et qu’elle ne pouvait être que bénéfique à ces populations. Il était entendu que les sociétés autochtones étaient arriérées et victimes de leur propre système de pensée, considéré alors comme un véritable obstacle à leur intégration dans le monde moderne. Pour sortir les populations autochtones du supposé marasme dans lequel elles se trouvaient, le gouvernement se propose d’entreprendre une campagne de modernisation en fournissant l’aide nécessaire à l’amélioration du logement, des services de santé et d’éducation, de l’emploi et de la formation professionnelle. Derrière les apparemment bons sentiments se cachait une idéologie très explicite, élaborée dans des termes sensiblement différents depuis le début de la colonisation, mais qui visait à détruire les cultures autochtones.

> Pour les Indiens, le progrès économique et social est actuellement lent, mais avec les encouragements nécessaires, les ressources et les conseils professionnels au niveau local, des changements dramatiques peuvent intervenir, des initiatives se déclencher, et le futur être plus prometteur pour les citoyens indiens de la Province. (Province of British Columbia 1967 : 5, notre trad.)

L’effort d’assimilation devait passer par la scolarisation des enfants dans les écoles publiques de la province (Pointing et Gibbins 1980 : 18 ; Tennant 1990 : 131-139). À cet égard, la Colombie-Britannique a joué un rôle pionnier au Canada en favorisant l’intégration des écoliers dans les établissements provinciaux plutôt que dans les pensionnats réservés aux enfants indiens à la suite de la

recherches amérindiennes au québec
Vol. XLI, Nos 2-3, 2011

signature d'un accord bilatéral entre gouvernements fédéral et provincial intervenu dès 1949 (Plant 2009 : 16, 125). La mixité était censée préparer les enfants autochtones à l'assimilation. Dans le rapport du ministère des Affaires indiennes pour l'année 1955, on lit les observations suivantes :

> Depuis que « la Loi sur les écoles publiques » a été amendée en 1949 pour que l'éducation dans l'école publique soit accessible à l'enfant indien, en accord avec les conseils d'administration des écoles locales, un nombre de plus en plus important d'enfants fréquentent les écoles publiques.
>
> Cela signifie que nulle part ailleurs au Canada un plus grand nombre d'enfants indiens de la Colombie-Britannique a la possibilité d'étudier et de jouer avec leurs voisins blancs durant les années très impressionnables de l'enfance. Cela veut dire aussi que cette province prépare une future génération de leaders, de parents, de salariés qui seront plus à l'aise et plus confiants auprès de leurs concitoyens en Colombie-Britannique.
>
> (Province of British Columbia 1956 : 8, notre trad.)

Moderniser la vie des Amérindiens et favoriser leur assimilation devaient se faire à moindre coût. Il s'agissait, d'une part, de rationaliser les dépenses, et donc de ne pas investir des fonds dans la gestion de communautés qui ne semblaient pas viables d'un point de vue économique et/ou social ; d'autre part, de renforcer la coopération avec les administrations concernées dans chaque province, qu'il s'agisse des services sociaux, de santé ou d'éducation. En joignant leurs efforts, les gouvernements fédéral et provincial faisaient des économies budgétaires : le gouvernement fédéral se dispensait de maintenir des écoles séparées pour les écoliers autochtones, le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique recevait des subsides (150 $ en 1950 et 250 $ dans les années 1960) pour chaque enfant autochtone inscrit dans une école de la Province (Plant 2009 : 122, 145). À terme, comme on le sait, avec le *Livre Blanc* de 1969, le gouvernement provincial devait assumer les mêmes responsabilités envers les autochtones qu'envers les autres citoyens canadiens.

En réalité, les arguments comptables ne tenaient pas compte de la réalité sur le terrain. Outre que cette politique a contribué à favoriser l'expression de comportements racistes à l'égard des enfants des réserves, les programmes scolaires n'étaient pas adaptés à leurs besoins, ce qui a provoqué des abandons fréquents et répétés de l'institution scolaire[1]. Même si, dès les années 1960, les autochtones manifestaient un intérêt certain pour les services offerts par l'administration provinciale, ils n'étaient pas, pour la très grande majorité d'entre eux, partie prenante dans la politique délibérément assimilationniste du gouvernement (Plant 2009 : 47).

Dans le cadre des nouvelles réformes qui allaient toucher durablement la vie des communautés amérindiennes, la relocalisation des bandes isolées était considérée comme une des « solutions miracles » pour faciliter la modernisation et l'assimilation des autochtones, leur éloignement des centres urbains étant vu à cette époque comme un frein à la mise en œuvre des objectifs du gouvernement canadien. À la politique de relocalisation était associée celle de la fusion des bandes pour des raisons administratives et financières. Le résultat fut catastrophique car les déplacements de population ont eu lieu sans véritable consultation avec les communautés concernées, sans réflexion approfondie sur les conséquences psychologiques, sociales et culturelles de ces transplantations dans un environnement inconnu, sans parler bien évidemment du manque total de préparation de la population par les fonctionnaires tant au niveau fédéral qu'au niveau local. De nombreux exemples au Canada illustrent la posture autoritaire et paternaliste du ministère des Affaires indiennes dans les années 1960 (voir, par exemple, Shkilnyk 1981)

Cet article s'intéresse à la question de la relocalisation de communautés kwakwaka'wakw en Colombie-Britannique. Après avoir brièvement examiné le cas de la relocalisation volontaire, dans les années 1950, de plusieurs bandes kwakwaka'wakw occupant la région du détroit de Johnstone, nous traiterons de la réinstallation d'ordre administratif (cf. Canada 1996) des 'Nakwaxda'xw et des Gwa'sala près de la petite ville de Port Hardy, située sur la côte nord-est de l'île de Vancouver. Cette réinstallation fut considérée comme une solution adéquate aux problèmes auxquels étaient confrontées ces deux bandes (Emery et Grainger 1994 ; Pineo 1955 ; Nowosad et Klaver 1988 ; Sheltinga 1988 ; Shkilnyk 1981).

Le phénomène « Alert Bay »

Au sein des communautés kwakwaka'wakw, il y a eu de tout temps des regroupements, des fusions ou des scissions. Ce phénomène est bien documenté dans la littérature ethnographique (voir, entre autres auteurs, Boas 1966 ; Duff 1965 ; Mauzé 1984, 1992 ; Galois 1994). Au XIX^e^ siècle, les scissions sont généralement causées par des situations de conflit entre les unités (*numayms*) qui composent la nation, tandis que les fusions interviennent souvent quand la taille de la nation atteint un seuil critique qui ne lui permet pas de vivre de manière autonome. Alors que les premières réinstallations se sont faites sur une base volontaire par nécessité démographique, les relocalisations intervenues après la Seconde Guerre mondiale l'ont été pour partie également sur une base volontaire par des individus autochtones qui manifestaient le désir de s'intégrer dans la société globale canadienne, et pour partie de manière forcée par le ministère des Affaires indiennes qui souhaitait regrouper des communautés isolées.

Sans établir un état détaillé et complet des mouvements de population chez les Kwakwaka'wakw, on peut citer, cependant, plusieurs exemples. À partir de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, les Ligwiłda'xw, nation kwakwaka'wakw la plus méridionale, deviennent une confédération de sous-nations à la fois par fission interne et absorption de groupes extérieurs dans un contexte d'expansion territoriale. Après la quasi-extinction de deux sous-nations, des regroupements de population se sont effectués dans deux villages principaux, le village wiwak'am, à Campbell River, et le village wiwak'ai à Cape

Mudge. Une bande a fusionné avec les Salishs comox en 1941, tandis que les membres de la sous-nation des Kwexas ont élu domicile avec les Wiwak'ams ou les Wiwakais, sans pour autant abandonner leurs droits sur leurs terres de réserves (Mauzé 1992 : 83-99). Autre cas : dans les années 1890, les Da'naxda'xw et les Awa'ełalas s'établirent avec les Ławit'sis à Ka'lokwis (Turnour Island), puis s'installèrent sur Harbledown Island à T'sadzis'nukwame' (New Vancouver). Ils y resteront jusqu'en 1970, date à laquelle ils quittent leur réserve pour élire domicile dans les centres urbains d'Alert Bay et de Campbell River (voir Sheltinga 1988).

Vers 1945, se produit un phénomène important dans l'histoire migratoire des Kwakwaka'wakw, avec la concentration croissante de cette population dans la localité d'Alert Bay qui comprend une « ville » blanche et une réserve indienne, celle des 'Namgis. Cette période est cruciale pour comprendre les différents mouvements de population qui vont se produire au sein des communautés kwakwaka'wakw du détroit de Johnstone. Se développe, en effet, un mouvement de migration des groupes kwakwaka'wakw vivant dans l'isolement vers les centres urbains en même temps que se poursuivent les fusions de certains groupes en nouveaux ensembles par le choix d'un lieu unique de résidence et d'une autorité locale de gouvernement avec des représentants de chacune des bandes.

À l'examen, il apparaît que les départs vers les petits centres urbains sont nés de l'initiative locale, individuelle ou collective, tandis que les fusions ont généralement eu lieu sous la pression du ministère des Affaires indiennes. Pour celui-ci, la fusion de deux bandes ou plus offrait le double avantage d'une simplification de la gestion administrative et financière des bandes et d'une moindre dispersion des efforts d'assistance et de développement. Afin d'encourager les fusions, le Ministère met au point une politique incitative, orientée vers l'amélioration des conditions de vie dans les réserves : adduction d'eau, aide à la modernisation de l'habitat, construction d'écoles). Il demeure que les deux processus – urbanisation et fusion – apparaissent comme deux réponses possibles à une nécessité de « modernisation » et d'intégration des activités des autochtones dans la vie économique générale de la province (Mauzé 1984 : 288).

Alert Bay, centre commercial, économique, et de services, devient le lieu de convergence logique et presque obligé pour tous les Kwakwaka'wakw engagés dans la pêche commerciale, qu'ils soient propriétaires de bateaux ou membres d'équipage. Les motifs professionnels ne sont pas les seuls qu'avancent les intéressés pour expliquer leur décision de s'installer dans cette localité : bon nombre de personnes insistent sur les possibilités qu'offrait Alert Bay en matière de scolarisation permanente des enfants, et dans les années 1960 de nombreux villages n'avaient pas d'école. En revanche, l'enquête menée par Peter Pineo en 1954 montre que l'absence de lieux de culte et le manque de confort (absence d'eau courante, d'électricité) dans les réserves n'avaient pas joué un rôle significatif dans les motivations qui ont pu pousser certains de leurs habitants à quitter définitivement leur village pour s'installer à Alert Bay (Pineo 1955 : 59).

Comme l'explique fort bien Pineo (1955 : 60), ce phénomène d'émigration se caractérise par le fait qu'il concerne d'abord des individus plutôt aisés, pouvant assumer financièrement la construction de leur maison et résider dans cette localité où le coût de la vie était plus élevé que dans les réserves isolées. Ces individus, à l'instar du chef James Sewid, qui est, à cette époque, un des représentants d'une nouvelle génération de leaders et d'entrepreneurs autochtones « progressistes » épousant l'idéologie libérale du gouvernement canadien, savent négocier leur appartenance à la culture traditionnelle amérindienne et à la culture blanche (Spradley 1972 : 120-146). En 1945, le départ de Sewid du village mamalilikala de Village Island pour Alert Bay est suivi dans les mois qui suivirent par celui d'environ la moitié de ses habitants (Spradley 1972 : 131). Les nouveaux arrivants sont accueillis, non pas dans la réserve 'namgis d'Alert Bay, mais dans celle de l'École technique (Industrial School Reserve) – où avait été établi le pensionnat Saint-Michael –, ce terrain ayant été mis à la disposition des Kwakwaka'wakw non traditionnalistes sans distinction tribale après un accord intervenu entre le ministère des Affaires indiennes et le Synode anglican, propriétaire de cette réserve de 500 acres. Cependant, les termes de l'accord précisent que le terrain de la Mission était réservé aux Indiens ayant abandonné la pratique du potlatch, qui s'étaient mariés à l'église et qui promettaient de vivre dans la sobriété (Spradley 1972 : 128). La réserve de l'École technique, rassemblant des membres de plusieurs bandes, fut considérée comme « progressiste » quand le chef James Sewid proposa de faire de sa communauté une microsociété d'un genre nouveau, qui pourrait servir de modèle pour la construction d'une société amérindienne de l'avenir fondée sur le travail, le sens de la réussite sociale, la sobriété et l'indépendance matérielle par rapport à l'administration des Affaires indiennes (Spradley 1972 : 135; Mauzé 1984 : 293). Les premiers résidents de cette réserve étaient des Ławit'sis de Turnour Island, des Kwagu'ł de Fort Rupert et des Mamalilikalas de Village Island. En 1950, sous l'impulsion de la direction fédérale des Affaires indiennes et par l'intermédiaire de l'agent des Affaires indiennes, Murray Todd, la réserve fut rattachée administrativement à celle des 'Namgis, ses habitants devenant des membres de la bande 'namgis. Le projet de fusion des bandes a d'abord suscité une vive opposition de la part des résidents de la nouvelle réserve qui se considéraient comme moins « retardés » que les habitants de la réserve 'namgis, mais ce fut sur des objectifs généraux d'amélioration des conditions de vie – adduction d'eau, construction de routes et d'écoles – que se fit l'accord (Spradley 1972 : 135, 139-143). Des tensions ne tardent pas à se faire jour si bien que les membres de la réserve de l'École technique reprennent leur autonomie au sein de la bande 'namgis : elle prend le nom de Whe-la-la-u ('Tout le monde est le bienvenu') et dispose

depuis lors de sa propre administration et de son propre conseil de bande (Plant 2000 : 36)[2].

La relocalisation des 'Nakwaxwda'xw et des Gwa'salas

À la différence des Ławit'sis, des Mamalilikalas qui ont fait choix de la délocalisation pour des raisons économiques, de santé et d'éducation des enfants, ainsi que des Da'naxda'xw pour lesquels les facteurs économiques semblaient secondaires (Sheltinga 1988 : 86, 96), les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw ont quitté leur village d'origine sous la pression de l'administration des Affaires indiennes, et dans la précipitation, même si le processus de délocalisation a mis environ une décennie à se mettre en place.

Les 'Nakxawda'xw ('Gens assemblés') et Gwa'salas ('Gens du Nord') sont les nations les plus septentrionales des Kwakwaka'wakw. Bien qu'ils parlent un dialecte différent, ces deux groupes ont tissé, au cours de leur histoire, des liens étroits au travers des relations de mariage et de potlatch (Drucker et Heizer 1967 ; Ford 1941). Jusque dans les années 1850, les deux groupes souffrirent des raids perpétrés par les Heiltsuks (Bella Bellas) et les Tsimshians ; ils furent sévèrement touchés par les épidémies de variole et autres maladies infectieuses qui ravagèrent la population autochtone de la côte de la Colombie-Britannique à partir des années 1860 (Boyd 1999). Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La population diminue de 47 % entre 1835 et 1863, de 76 % entre 1835 et 1881 et de 90 % entre 1835 et 1929 (Galois 1994 : 321) En 1835, les Gwa'salas comptaient 150 membres, en 1929 ils ne sont plus que 32 ; la population 'nakwaxda'xw cinq fois plus nombreuse que celle des Gwa'salas était estimée à 750 personnes en 1835, et à 56 en 1929 (Galois 1994 : 325), mais selon moi, cette estimation est certainement trop élevée.

Jouxtant celui des Oweekenos, le territoire ancestral des Gwa'sa'las occupe la région de Smith Inlet. Aux XVIIIe et XIXe siècles, un des principaux sites était le village de Wycleese, village fortifié, resté le village principal jusqu'à la fin des années 1880. Quelques années auparavant, les Gwa'salas ont envisagé de s'établir à Humdaspe (xwamdasbe'), un village situé sur Hope Island, en territoire nuwitti, après avoir été décimés par un raid commis par les Bella Bellas (Pineo 1955 : 20 ; BAC 1879). Préférant rester sur leur propre territoire, vers 1890 ils s'établirent à Takush (t'akus), à l'embouchure de Smith Inlet (Duff 1965 ; Galois 1994 : 325-326 ; Mauzé 1984 : 274-275). Deux réserves leur sont attribuées en 1882, dont le site du village de Wycleese. À l'issue des travaux de la Commission royale McBride-McKenna (1914), ils se virent céder cinq réserves supplémentaires qui correspondaient à des sites de pêche, de chasse et de cueillette (voir Galois 1994).

Le territoire des Nak'waxda'xw s'étend le long du détroit de la Reine-Charlotte jusqu'à Caution Point. Leur ancien village Kequesta (Tequhsta,Tigxwasti), au confluent du chenal Nugent et de Seymour Inlet, au cœur d'un véritable labyrinthe de chenaux, était donc difficilement accessible. Les villages d'été des 'Nakxwada'xw étaient dispersés le long de la côte, depuis Wells Passage au nord, jusqu'à Caution Point, au sud, ainsi que sur les îles Deserter et Storm, dans le détroit de la Reine-Charlotte. Entre 1883 et 1885, ils quittent leur village de Tigxwasti, fondé par leur héros légendaire Corbeau (Boas 1910 :295), pour s'installer à Blunden Harbour ou Ba'a's, situé à environ 10 milles de Fort Rupert, village des Kwagu'ls, situé sur l'autre rive du détroit de la Reine-Charlotte. Auparavant utilisé pour la pêche au saumon (coho), aux crabes et aux palourdes dans la baie peu profonde, le site de Ba'a's compte douze maisons en 1885 (Dawson 1887 : 65). Deux réserves leur furent allouées en 1882 ; cinq réserves supplémentaires leur furent attribuées en 1889 et une huitième à l'issue des travaux de la Commission royale en 1914 (Galois 1994 : 334-335 ; Bouchard 1995 : 75-76 ; Duff 1965 : 10-11 ; Mauzé 1984 : 275, Holm 1983 : 20-24).

Éloignés des circuits commerciaux pendant toute la moitié du XIXe siècle, les Gwa'salas et les 'Nakxawda'xw commencèrent à ressentir l'influence des traiteurs à partir des années 1840 avec l'installation de Fort McLoughlin (1843), puis celle de Fort Rupert (1849). Plus que les autres bandes kwakwaka'wakw, les deux communautés septentrionales ont été longtemps considérées comme traditionalistes, ayant pu conserver leur pratique du potlatch jusque dans les années 1930, sans être véritablement inquiétées par les mesures répressives mise en œuvre par les agents des Affaires indiennes, comme l'ont été, par exemple, les 'Namgis et leurs voisins qui se sont vu confisquer leurs biens cérémoniels (Cole et Chaikin 1990, Mauzé 1995). À la faveur de leur installation dans le nouveau village de Ba'a's, les 'Nakwawxada'xw élargirent leur cercle cérémoniel jusque-là réservé aux groupes les plus proches géographiquement, à savoir les Gwa'salas, les Łałasikwalas de Hope Island, et les Qwatsinukw, les Kwag'uls de Fort Rupert. Tout comme les Gwa'salas, ils participèrent aux grands potlatchs intertribaux à la fin du XIXe siècle (Drucker et Heizer 1967 : 44-45)[3]. Les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw formaient une communauté artistique et se prévalaient d'avoir parmi eux des artistes de grand talent, dont un des plus connus aujourd'hui est Willie Seaweed (Holm 1983 : 26, 22, 28, 29).

En raison de leur isolement, les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw ont longtemps vécu dans une économie d'autosuffisance, fondée sur l'exploitation des ressources environnantes d'une très grande variété et richesse (Holm 1983 : 16-17, 24). Leur subsistance était basée sur les activités de pêche, de ramassage de coquillages, de cueillette et de chasse. Les deux bandes disposaient d'un grand nombre de sites utilisés temporairement pour des activités spécifiques, certains possédant des petites cabanes et des fumoirs où le poisson était transformé sur place (séché et/ou fumé), et des jardins où étaient plantées des pommes de terre (Galois 1994 : 329-334, 339-346).

En 1912, la principale activité était la pêche. Dans son rapport annuel, l'agent des Affaires indiennes remarque

que les « Gwa'salas étaient assez travailleurs et respectueux des lois, mais ne montraient aucun signe de progrès ». Quant aux 'Nakwaxda'xw (Nakwakto), ils étaient décrits comme « probablement les moins civilisés de l'agence, (jouissant) d'une réputation peu enviable » (cité dans Culhane 1984 : 7). Est alors évoquée la possibilité d'installer une école à Ba'a's en raison du nombre d'enfants en âge d'être scolarisés, mais le mode de vie « nomade » des parents qui ne passeraient que quatre mois de l'année dans leur village, ne milite pas en faveur d'un tel projet qui serait trop onéreux pour le ministère des Affaires indiennes, compte tenu de la fréquentation irrégulière de l'école par les enfants[4].

À partir des années 1920, l'économie des Gwa'salas et des 'Nakwaxda'xw s'intègre peu à peu à l'économie de la province. Ils occupent des emplois temporaires dans l'industrie de la pêche ; les hommes comme pêcheurs, les femmes et les adolescents comme travailleurs dans les conserveries. L'industrie forestière est aussi une source de revenus. Des gains supplémentaires sont générés par la pêche commerciale aux palourdes, le piégeage et le ramassage de grumes sur les plages. Les dépenses de nourriture étaient faibles. Les principaux achats consistaient seulement en l'acquisition de farine et de riz (Janet Paul, entrevue, Tsulquate, 22 juillet 2011). Ce mode de vie marginal, fondé sur les activités saisonnières traditionnelles, a été opérationnel jusqu'au début des années 1960, date à laquelle les membres de ces deux bandes ont été déplacés à Tsulquate.

Plus que toute autre communauté kwakwaka'wakw, les villages de Ba'a's et de Takush avaient retenu l'attention du ministère des Affaires indiennes, aux niveaux local et régional, en raison de leur isolement et des conditions insalubres des habitations. Alors que le processus de relocalisation était en marche pour certaines communautés, il semblait que seule une décision autoritaire émanant de l'administration pouvait faire « bouger les lignes » afin de mettre en place le projet de réinstallation des Gwa'salas et des 'Nakwaxda'xw près de Port Hardy.

Les premières approches de l'agent local auprès des membres de la bande gwa'sala eurent lieu en 1953. Les Gwa'salas n'étaient pas *a priori* hostiles à un déplacement, à condition de continuer à vivre dans un environnement familier à proximité de leurs sites de pêche et de chasse. Les Gwa'salas manifestaient leur crainte de ne pas pouvoir jouir de leur liberté et de leur indépendance s'ils devaient s'établir près d'un lieu « civilisé » ; ils avaient aussi peur d'être victimes de préjugés racistes non seulement de la part des Eurocanadiens mais aussi des membres d'autres bandes (Emery et Grainger 1994 : 37 ; Pineo 1955). Leur choix se porta sur Ethel Cove (Wyady), à l'entrée de Smith Inlet, pour l'édification d'un nouveau village qui aurait pu comporter de six à huit maisons et une école (celle de Takush serait déplacée). Ethel Cove réunissait, en effet, les conditions idéales pour la construction d'un ponton auquel auraient pu être amarrés leurs bateaux de pêche. Quant aux 'Nakwaxda'xw, ils souhaitaient continuer à vivre à Ba'a's et recevoir des subsides pour améliorer leur approvisionnement en eau et pour leur habitat – les gens vivaient alors dans une très grande promiscuité et dans des conditions jugées alors insalubres (Emery et Grainger 1994 : 39).

Insatisfait de la réponse des deux bandes aux propositions de s'installer près de Port Hardy, le surintendant aux Affaires indiennes laissa les choses se détériorer. À l'instituteur de Takusk, il écrit en 1953 :

> Si, par vote majoritaire, la (les) bande(s) veulent se relocaliser, cela peut se faire très facilement. Et si certains parmi les anciens ne voulaient pas bouger, ils n'auraient pas à le faire, mais bien évidemment ils devront le faire s'ils veulent de l'aide pour leur logement. (cité dans Nowosad et Klaver 1988)[5]

Pineo, qui a conduit des enquêtes de terrain en 1954 dans la région kwakwaka'wakw, décrit la situation en ces termes :

> Smith Inlet (Takush) est construit sur pilotis et sur flotteurs. Même l'école est une maison flottante et on m'a dit qu'un enfant s'était noyé en passant par-dessus bord. Blunden Harbour (Ba'a's) n'a pas d'école […] Le surintendant a envisagé la fusion de ces deux villages mais a constaté que les deux villages n'approuvaient pas [ce projet]. Il réfléchit à la possibilité de leur fournir des moyens pour rénover leurs maisons et améliorer leurs conditions de santé. (Pineo 1955 : 54)

Devant les réticences des Gwa'salas à quitter leur territoire, l'administration ne bouge pas jusqu'au début des années 1960, mais elle ne leur procure qu'une aide dérisoire. Le problème du logement devient la question centrale autour de laquelle s'articulent les arguments en faveur de la réinstallation des deux communautés dans le futur village de Tsulquate. Selon un rapport datant du 2 août 1960, la population de Takush était de cent huit personnes, soit seize familles vivant dans huit maisons, et celle de Blunden Harbour était de cinquante-sept, soit huit familles vivant dans trois maisons, trois autres ayant été récemment détruites par le feu (Emery et Grainger 1994 : 81).

Lors d'une réunion à Smith Inlet en 1961, le surintendant aux Affaires indiennes revient à la charge. Il utilise le tableau noir de la salle de classe pour expliquer en détail quels seraient les bénéfices de leur déménagement, mais les engagements oraux pris par le représentant des Affaires indiennes ne furent consignés ni dans les correspondances ni dans un rapport administratif. On fait miroiter aux Gwa'salas qu'ils auraient accès plus facilement aux soins médicaux, aux emplois et qu'ils ne seraient pas séparés de leurs enfants – qui pourraient fréquenter les écoles provinciales, au lieu d'aller dans les internats de la province. Le département des Affaires indiennes s'engage à mettre à la disposition de chaque foyer une maison confortable, à construire des routes et à aménager le village (égouts, électricité, eau courante). On leur promet aussi de construire une digue pour protéger leurs bateaux et une salle communautaire (*The Province*, 30 novembre 1968 : 27), mais aucune trace n'existe dans les rapports du Département sur les propositions qui ont été faites aux Gwa'salas et aux 'Nakwaxda'xw par le surintendant lors de la réunion

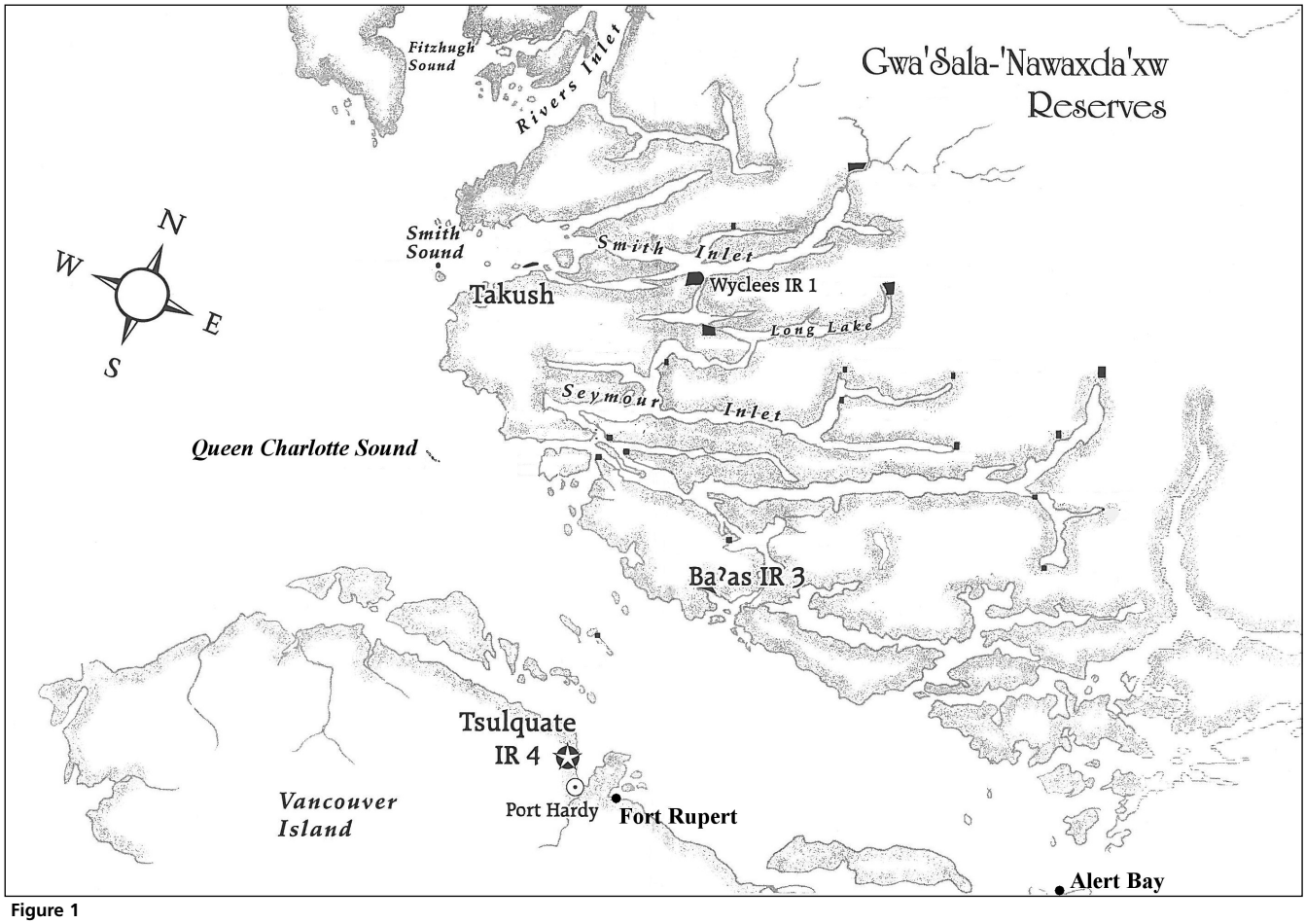


Figure 1
Carte des réserves Gwasa'la et 'Nakwaxda'xw

de 1961 à Smith Inlet. À l'issue de cette rencontre, les avis contre la relocalisation à Port Hardy sont moins tranchés. Les Gwa'salas et les 'Nakwaxd'axw se résignent à quitter leur communauté d'origine car les avantages qui leur étaient proposés en faveur de l'éducation et du bien-être de leurs enfants valent bien quelques sacrifices.

> En mai 1962, les deux bandes votent en faveur de la relocalisation à Tsulquate, à condition que soient mis à leur disposition des logements décents et qu'ils puissent changer de résidence en même temps. Une des conditions de la relocalisation était l'amalgamation avec une autre bande, celle des Kwagu'ɬs (Kwakwewlth) de Fort Rupert, propriétaires de la réserve de Tsulquate où vont s'installer les Gwa'salas et les 'Nakwaxd'axw. (Emery et Grainger 1994 : 28-29)

En octobre 1962, le surintendant Roach rapporte :

> Les conditions de logement à Smith Inlet et à Blunden Harbour sont tout à fait inadéquates et, à moins qu'une fusion, ou du moins une réinstallation, soit envisagée, nous pourrions être l'objet de critiques. On a peu fait en matière de logement pour ces gens dans les dernières années car on a toujours eu le sentiment qu'ils seraient délocalisés. […] La relocalisation serait un grand pas en avant vers l'intégration. Le nouveau site se trouve près de la localité non indienne de Port Hardy. (Roach, Superintendant, Kwakwewlth Agency, letter to J.V. Boys, Indian Commissioner, B.C. Moth, 1962 [INAC, 1951-73, various files, Campbell River], p. 1 et 2, cité dans *ibid*.)

Un état des lieux est établi par le Dr Campbell de l'hôpital de Nanaimo, à destination de Roach, en juin 1963. Campbell décrit une situation pour le moins dramatique en matière de salubrité des habitations. Selon lui, le village de Takush comprend onze habitations, des cabanes d'une pièce ou plus, dont plusieurs sont délabrées. Les maisons ne sont pas entretenues, les toits prennent l'eau. Elles sont généralement surpeuplées. Deux bassins collectent l'eau qui suinte des rochers et des tourbières. Ces bassins sont à sec l'été, et les habitants de Takush doivent se rendre à environ 3 km sur le site d'une ancienne conserverie pour s'approvisionner en eau. Il conclut :

> Ces gens n'ont certainement jamais été les plus progressistes de la côte, mais le présent état de sursis a davantage affecté leurs vies privées et économiques. Avant qu'ils ne sombrent inextricablement dans un état d'inertie, on doit faire quelque chose. (D. R. Campbell, Letter to Agent in Charge, Kwakwewlth Agency, June 17, 1963. [INAC, 1951-73, various files], dans Nowosad et Klaver 1988, Appendix L)

Pour les autorités, la délocalisation ne peut intervenir sans la fusion des deux bandes avec celle de Fort Rupert, détentrice de la réserve de Tsulquate (inutilisée par les Kwag'uɬs) choisie par le ministère des Affaires indiennes pour accueillir les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw. Le processus de fusion est imposé aux trois bandes, même si techniquement leurs membres ont voté en faveur de

Figure 2
Pont menant à la réserve de Tsulquate
(Photo de Marie Mauzé, juillet 2011)

l'amalgame. En 1964, les trois bandes ont fusionné pour former la bande kwakwewlth. Au vu des documents, le projet de délocalisation et de fusion des bandes était celui du Commissaire Boys, plus que celui de l'agent local et du Ministère à Ottawa. En effet, Boys reçoit l'accord d'Ottawa en décembre 1964, c'est-à-dire quelques mois après la relocalisation (Emery et Grainger 1994 : 43, 45).

Des dissensions ne tardent pas à apparaître entre les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw, d'un côté, et les Kwag'uɬs de Fort Rupert de l'autre. Comment considérer comme une seule bande deux groupes qui résident à 15 km l'un de l'autre ? Dans un premier temps, les Kwag'uɬs protestent car ils tardent à recevoir une compensation pour l'occupation de leur terre par deux bandes voisines. Ils s'émeuvent du fait que ce sont les nouveaux arrivants qui bénéficient des subventions pour le logement, et non eux-mêmes qui, à l'issue de la fusion, deviennent minoritaires par rapport aux Gwa'salas et aux 'Nakwaxda'xw : « On ne doit rien faire et regarder l'autre réserve bénéficier des logements et de l'eau potable », rapporte Mme Bob Wilson dans un entretien au *Colonist* (1er décembre 1968 : 44 ; voir aussi *Victoria Daily Times*, 12 décembre 1968 : 46). Dès 1968, naît chez les Kwag'uɬs le sentiment que le transfert des terres aux deux bandes septentrionales est illégal et que les gens de Tsulquate sont favorisés en matière de logement par rapport à eux (*Colonist*, 1er décembre 1968 : 44 ; *Victoria Daily Times*, 12 décembre 1968 : 46), ce sentiment est porté au grand jour dans la presse locale. Refusant cette idée, le commissaire Boys reconnaîtra néanmoins que la procédure a été expéditive. La demande de séparation des deux bandes est présentée en 1969, mais ce n'est qu'en 1981 que la bande kwakwewlth est scindée en deux entités autonomes : la bande kwakwewlth de Fort Rupert, et celle de Tsulquate qui prend le nom de bande gwa'sala-'nakwaxda'xw en 1985 (*Times* 1er avril 1969 : 26, *The Province* 1er avril 1969 : 11 ; voir aussi Plant 2000 : 169).

La non-planification

La mise en œuvre du projet de relocalisation présentait de nombreux problèmes. Sur le plan administratif, le ministère des Affaires indiennes n'avait pas explicitement donné son accord pour la fusion des trois bandes au début de l'année 1963. Le Surintendant envoie un rapport inexact à Ottawa mentionnant que des progrès considérables ont été accomplis dans l'avancement du projet de relocalisation des deux bandes kwakwaka'wakw septentrionales (Emery et Grainger 1994 : 99). D'un point de vue financier, le surintendant Roach ne disposait d'aucun budget spécifique pour mener à bien la relocalisation qui, en premier lieu, concernait la viabilisation d'un terrain pour la construction de maisons destinées à accueillir les familles qui allaient venir s'installer dans la nouvelle communauté. Dans *The Province* du 19 juillet 1963, le commissaire J.V. Boys annonce qu'environ cent soixante individus appartenant à deux bandes de petite taille vivant dans des conditions sordides vont être déplacées près d'un centre urbain, et que ceux-ci pourront avoir accès à l'école intégrée et à des infrastructures commerciales. Dans l'article du journal, il envisage la réinstallation des Gwa'salas et des 'Nakwaxda'xw comme une nouvelle étape vers l'intégration et une véritable aubaine pour ces gens, vivant repliés sur eux-mêmes et parmi lesquels la fréquence des intermariages constituait une véritable menace pour la santé. Confiant dans son projet, il souligne que la construction de la première maison allait commencer en août et que les nouvelles maisons devaient être « construites avec l'aide d'une main-d'œuvre indienne, [et comprendraient] une salle de bains sommaire, sans plomberie, à l'exception d'un lavabo avec l'eau courante. Les Indiens doivent fournir le reste ». Le montant de la construction de chaque maison était estimé à environ 3000 $ à 4000 $. Le projet d'ensemble devant s'élever à 100 000 $ (*The Province*, 19 juillet 1963 : 11).

Les effets d'annonce masquent l'état de la situation sur le terrain. Aucune étude préalable n'a été faite sur la topographie du site. L'observateur extérieur ne peut manquer de fustiger l'insouciance et l'amateurisme des responsables. En effet, les ingénieurs en charge du projet ont joué la facilité : ils ont simplement superposé sur la carte de la réserve un certain nombre de carrés correspondant aux lots à construire : un des lots se trouvait dans la rivière, et plusieurs sur des éminences rocheuses, inconstructibles. On ne pouvait construire que dix-sept lots sans entreprendre de lourds travaux de minage (Emery et Grainger 1994 : 47), de plus la surface de la réserve était plutôt petite (49 acres) pour accueillir un groupe aussi important qui dans un proche avenir allait continuer de croître. Le ministère des Affaires indiennes, tenu à l'écart des intentions du commissaire Boys et du calendrier de la réinstallation, n'a pas mis à disposition un budget qui aurait permis d'accueillir l'ensemble des familles dans des

Figure 3
Centre administratif de la réserve
(Photo de Marie Mauzé, juillet 2011)

conditions décentes. La relocalisation s'est faite dans la précipitation la plus désorganisée. Aucune consultation n'a été entreprise avec les chefs des deux communautés pour décider des différentes étapes de la réinstallation au vu de l'avancement des travaux de construction des maisons. À la suite des recommandations de l'agent J. A. Findlay, il a été proposé de construire huit maisons pour les 'Nakwaxda'xw, puis seize l'année suivante pour les Gwa'salas, compte tenu du fait que les deux bandes avaient donné leur accord pour la réinstallation à Tsulquate, « à condition que tous les membres puissent déménager en même temps » (Kwakwewlth Agency Agent J.A. Findlay, Letter to Indian Commissioner, B.C., J.V. Boys, Feb. 23, 1963 (INAC 1951-73, various files, cité *in* Emery et Grainger 1994 : 84). En tout état de cause, la construction d'une vingtaine de logements était nécessaire pour accueillir l'ensemble des habitants de Ba'a's et de Takush, et cela devait s'échelonner sur une période de trois ou quatre années (Emery et Grainger, *ibid.*).

Le grand déménagement

Ironie de la situation : le grand déménagement a lieu à l'automne 1964, une fois la saison de pêche terminée. Deux familles arrivent en juillet, puis, l'ensemble des membres des deux bandes – environ 200 personnes – quittent leur ancienne résidence en septembre, bien que les structures pour les héberger n'aient pas été construites. À cela, il y a plusieurs raisons. D'une part, des raisons objectives : la fermeture de l'école de Takush avait été prévue pour la rentrée de 1964, si bien que les Gawasa'las ont préféré quitter leur village pour permettre à leurs enfants d'être scolarisés au début de l'année scolaire (Emery et Grainger 1994 : 72) ; d'autre part, des raisons culturelles : les premiers à partir furent les chefs qui, dans la logique de l'organisation sociale kwakwaka'wakw, furent suivis par l'ensemble des membres du groupe. Les 'Nakwaxwda'xw et les Gwa'salas débarquent dans le village de Tsulquate en emportant tout ce qu'ils pouvaient entasser sur les bateaux (*gillnet boats*) [Fry 1994 : 123].

Selon les divers témoignages, seulement trois maisons d'environ 70 m^2 avaient été construites à l'automne 1964. En septembre 1964, le commissaire Boys reconnaît qu'« en raison de circonstances imprévues le projet de logement est loin d'être achevé » et que les fonds sont insuffisants pour entreprendre la construction de nouvelles maisons (Appendix P J V. Boys to Roach, 22 septembre 1964, cité dans Nowosad et Klaver 1988). À la fin de l'année 1965, six à neuf maisons supplémentaires (les chiffres varient selon les sources) sont mises à la disposition des familles. Face à la crise du logement, les nouveaux arrivants choisissent des solutions de fortune : ceux qui ont des maisons accueillent les membres de leur famille qui n'en ont pas, si bien que vingt-cinq à trente personnes s'entassent dans la même habitation ; d'autres s'installent dans des maisons abandonnées à Port Hardy, ou dans des cabanes dans la réserve. Un grand nombre ont transformé en logements leurs bateaux de pêche, ancrés près des berges de la rivière Tsulquate ou au ponton de Port Hardy. (Fry 1994 : 123, 125 ; Emery et Grainger 1994 : 49-50, 99). Peu protégés des intempéries, plusieurs bateaux ont été détruits sous la pression des hautes vagues ou lors des inondations de la rivière. À la fin des années 1960, vingt-deux maisons ont été construites, mais certaines sont déjà dans un état de délabrement avancé, et par ailleurs les infrastructures sont inexistantes : pas d'adduction d'eau ni de système d'évacuation des eaux usées ; aucune installation d'amarrage pour les bateaux n'avait été construite, les routes n'étaient que des chemins. De toute évidence, le ministère des Affaires indiennes n'a pas été en mesure de tenir ses promesses. La relocalisation s'est avérée être une véritable catastrophe sur le plan économique, sanitaire et psychologique (Nowosad et Klaver 1988 : 33). La réinstallation à Tsulquate a plongé les 'Nakwaxda'xw et les Gwa'salas dans un profond marasme, dont les stigmates sont encore présents un demi-siècle plus tard.

La descente en enfer

> Il m'a fallu presque deux ans pour obtenir une maison après qu'on a déménagé ici. Nous sommes restés sur le bateau pendant un moment mais il faisait trop froid sur le bateau. (S. Walkus interviewed by S. Paul, 10 décembre, 1985, in Nowosad et Klaver 1988, Appendix H)
>
> Oui, ceux qui avaient des maisons les ont accueilli chacun à son tour. Des gens sont morts noyés. Il y avait à peu près 35 personnes qui vivaient chez nous à une époque jusqu'à ce qu'ils aient leur propre endroit. Il y avait beaucoup de bateaux quand on est arrivés ici, la plupart des gens habitaient sur leur bateau car leur maison n'était pas prête (L. Walkus interviewed par S. Paul, avril 1985, in Nowosad et Klaver 1988, Appendix H)
>
> On vivait à Smith Inlet. Mon mari travaillait dans un camp de bûcherons. [À Tsulquate] on a habité avec mes parents. On était

Figure 4
Maisons en face du centre administratif de la réserve
(Photo de Marie Mauzé, juillet 2011)

> presque 20 dans une maison de trois pièces. Quelques mois après, on a eu notre maison. Il a fallu faire la peinture. On n'avait pas de salle de bain, pas d'eau courante. (Janet Paul, entretien, 22 juillet 2011)

> Ce n'est pas vrai qu'on nous a transférés contre notre volonté, mais quand on est arrivés les choses n'avaient rien à voir avec ce qu'on nous avait promis. On nous avait dit qu'on aurait des maisons avec la plomberie, mais quand on est arrivé il n'y avait qu'un robinet d'eau froide et pas de toilettes. En ce moment, il y a 5 cabinets extérieurs pour 22 ou 23 maisons, et ils sont en si mauvais état que les gens ne les utilisent pas. La plupart des gens utilisent des pots de chambre et les vident dans la rivière Tsulqate quand ils sont pleins. Ils nous avaient dit qu'il y aurait assez de maisons pour tout le monde, mais on n'en pas eu assez. (*The Province,* 30 novembre 1968 : 35)

Ces témoignages disent l'échec de la relocalisation et mettent à mal la politique hygiéniste du Ministère selon laquelle la qualité du logement avait une incidence positive sur la vie psychique et morale des autochtones. En effet, dans son rapport annuel pour la Colombie-Britannique, la section provinciale du ministère des Affaires indiennes souligne :

> La Section a depuis longtemps retenu que, dans un programme de changement social, l'amélioration des conditions de vie est un des points de départ les plus évidents. Un bon chez soi provoque des changements dans la vie familiale, les comportements et les perspectives. Cela génère aussi, parmi d'autres choses, un sentiment de fierté et de responsabilité de la part des propriétaires. (Province of British Columbia 1967 : 9, notre trad.).

La situation vécue par Louisa Joseph (née Henderson) illustre de manière criante l'écart qui s'est instauré entre une politique paternaliste des bons sentiments et la réalité de la vie quotidienne née de la désorganisation des services et de l'absence de moyens : âgée de 21 ans et mère d'une petite fille, Louisa perd ses deux parents, décédés accidentellement par noyade dans les deux ans qui suivent la relocalisation à Tsulquate. Elle se retrouve sans domicile fixe, allant de droite à gauche, vivant sur la terre battue dans la cabane de pompage de la réserve où avaient habité ses parents. Il lui a fallu attendre jusqu'en 1978 pour obtenir une maison alors que sa famille en avait fait la demande dès 1964 (Nowosad et Klaver 1988 : 36, entretien 13 juin 1985, Appendix N ; Emery et Grainger 1994 : 121-122).

Destruction des anciennes habitations ou le point de non-retour

Malgré les conditions très précaires en matière de logement à Tsulquate, il est décidé, au niveau local, de détruire plusieurs anciennes habitations des Gwa'salas, à Takush, et des 'Nakwaxda'xw, à Ba'a's. En janvier 1966, l'agent H.M. Browne (Agency assistant) loue un avion privé et se rend sur les lieux pour mettre le feu à plusieurs bâtiments. L'affaire éclate dans la presse presque deux ans plus tard, en novembre 1968, à l'initiative du député Richard Durante qui dénonce avec virulence les effets négatifs de la relocalisation sur la vie et le moral des Gwa'salas et des 'Nakwaxda'xw (*The Vancouver Sun*, 29 novembre 1968 : 3). À Takush, ont été épargnés l'école et la maison de l'instituteur, deux maisons et deux autres petits bâtiments. Au total six habitations ont été incendiées ; auraient été épargnées celles des individus qui n'avaient pas de maisons à Tsulquate[6]. Dans ses différents entretiens avec la presse de la Colombie-Britannique, le commissaire Boys indique que les maisons ont été détruites parce qu'elles étaient insalubres et rejette avec force les allégations de Durante selon lesquelles les maisons des Gwa'salas et des 'Nakwaxda'xw ont été incendiées pour que leurs habitants ne puissent retourner dans leur village. (*The Colonist,* 30 novembre 1968 : 35 ; *Times*, 30 novembre 1968 : 45). Ce n'est qu'en 1985, lors d'une enquête menée par Nowosad et Klaver, que le surintendant A.C. Roach reconnaîtra les faits (Emery et Grainger 1994 : 77).

Non seulement les maisons ont-elles été détruites, mais aussi des biens personnels, des meubles, générateurs, fusils, objets cérémoniels, filets, bateau, pièges, etc. (Emery et Grainger 1994 : 77, 121 ; Mussel et Dixon 1970 : 15 ; *The Colonist*, 1er décembre 1968 : 44). Browne affirme que les membres des deux bandes avaient donné leur autorisation de détruire leurs maisons une fois qu'une nouvelle maison serait construite pour eux dans la réserve de Tsulquate. Outre qu'il n'a pas obtenu la signature de l'ensemble des habitants des deux anciens villages, il n'avait pas mentionné que les maisons seraient détruites par le feu. L'enquête menée par Mussel et Dixon, en 1969, révèle que, même si les propriétaires n'avaient encore obtenu un nouveau logement, leur ancienne maison n'avait pas été épargnée pour autant (Mussel et Dixon 1970 : 15). En dédommagement des pertes causées par l'incendie perpétré volontairement par un représentant du ministère des Affaires indiennes, les familles gwa'salas et'nakwaxda'xw ont obtenu, selon les cas, des compensations allant de

quelques centaines de dollars à 2500 $. Le Ministère a remboursé également aux bandes la somme d'argent qu'elles avaient engagée dans la construction de nouvelles maisons à Port Hardy, car il a été officiellement reconnu que l'administration des Affaires indiennes s'était engagée à fournir des logements gratuitement pour les bandes si elles acceptaient d'être relocalisées (Mussel et Dixon 1970 : 15 ; Emery et Grainger 1994 : 78, 80).

Il demeure qu'à cette époque le commissaire Boys ne doute à aucun moment du bien-fondé de la délocalisation. Il défend le projet avec arrogance en soulignant que pour la première fois de leur vie les Gwa'sala et les 'Nakwaxda'xw ont accès à l'eau potable, à l'électricité et à des maisons confortables. Il note les efforts du Ministère en indiquant que désormais les enfants peuvent fréquenter l'école provinciale et que le Ministère a contribué à l'agrandissement de l'école de Port Hardy et paie les frais de scolarité pour les écoliers de Tsulquate. Boys refuse également de reconnaître la mauvaise gestion de la délocalisation, faisant remarquer que la promiscuité dans laquelle vivent les gens est renforcée par le fait que les résidents accueillent des familles qui n'appartiennent pas, de droit, à la réserve (*Victoria Daily Times*, 29 novembre 1968 : 2).

Délocalisation et déstructuration

Selon les résultats de l'enquête menée par la Commission royale sur les peuples autochtones,

> les réinstallations doivent être considérées dans le contexte plus large de la dépossession et du déracinement, processus qui entraîne des effets persistants dans la vie des personnes concernées, aussi bien sur le plan culturel, spirituel, social, économique que politique (Canada 1996 : 446).

La réinstallation a créé un traumatisme quasi insurmontable au sein des populations gwa'sala et 'nakwaxda'xw, traumatisme dont les descendants sont encore aujourd'hui les victimes. D'une part, l'impréparation des agents locaux, conséquence de l'exercice de leur l'autorité aveugle, de leur naïveté et de leur ignorance des logiques culturelles des peuples dont ils étaient censés être responsables, a lourdement contribué à l'échec de l'entreprise. D'autre part, même si les membres des deux bandes, et leur chef respectif, ont très rapidement découvert l'ampleur des problèmes qu'ils allaient devoir affronter en vivant dans cette nouvelle communauté, ils n'avaient ni les moyens psychologiques ni les moyens économiques pour faire face à une situation qui les dépassait. De fait, comme le montre le rapport établi par Emery et Grainger en 1994, la réinstallation des Gwa'sala et des 'Nakwxada'xw touchait tous les aspects de la vie de ces deux communautés : l'accroissement des problèmes sociaux, chômage, dépendance à l'aide sociale, préjugés raciaux, maltraitance des enfants et abus sexuels, alcoolisme. Elle a favorisé à grande vitesse l'implosion sociale.

Les effets économiques

L'assimilation des populations autochtones par l'emploi constituait un des objectifs majeurs du ministère des Affaires indiennes. La réinstallation à Tsulquate ne facilite pas l'amélioration des conditions d'emploi. Bien au contraire. La petite flotte de pêche qui comprenait environ une trentaine de bateaux de taille différente fut décimée en cinq ans (Von Specht 1994a : 3). De plus, les bateaux qui avaient été transformés en habitations n'étaient plus utilisables pour la pêche, et les permis ont été vendus ou révoqués. Seulement deux fileyeurs pratiquaient la pêche sur une base régulière à la fin des années 1960 (Emery et Grainger 1994 : 49). Dans la réalité, les Gwa'sala et les Nakwaxda'xw perdent leur outil de travail et leur gagne-pain. Ceux qui travaillaient dans les camps de bûcherons près de Takush sont privés de leur emploi, de même qu'il leur est impossible de retourner sur leur ancien territoire et de récupérer les grumes échouées sur les rivages, qui alimentaient, par exemple, la scierie de Takush (voir Von Specht 1994a : 3).

Quelque vingt ans après la relocalisation, Clyde Gildersleeve, propriétaire d'une exploitation de bois près de Takush et pasteur de l'Église adventiste du Septième Jour, souligne :

> Maintenant qu'ils sont à Port Hardy, ils ont tout perdu. Ils ont perdu leurs bateaux. Ils ont perdu leur sens de l'initiative. Ils sont dépendants du gouvernement pour tout maintenant […]. Avant, ils n'avaient pas besoin du gouvernement financièrement. Ils étaient tout à fait indépendants. Ils se débrouillaient tous seuls. Ils pêchaient, chassaient, vivaient de la trappe. (cité dans Nowosad et Klaver 1988 : 37, entretien, 18 février 1985)

Au lieu de renforcer ces deux communautés, certes pauvres, mais parvenant à subvenir à leurs besoins alimentaires grâce à une économie de subsistance, la délocalisation imposée par le ministère des Affaires indiennes a contribué à la dislocation du tissu économique. De personnes indépendantes, le Ministère les transforme en population assistée, qui allait vivre désormais de l'aide sociale. Bien que la ville de Port Hardy recelât plusieurs emplois temporaires potentiels, les hommes de Tsulquate ne cherchent à travailler ni dans les mines ni dans l'industrie forestière. Dans un entretien dans *The Province*, James Walkus, aujourd'hui patron-pêcheur à la tête d'une flotte de plusieurs bateaux remarquait : « Il y a beaucoup de travail dans la nouvelle réserve pour ceux qui peuvent travailler. Il y a du travail pour ceux qui veulent un boulot. » (*The Province*, 30 novembre 1968 : 27)

Dans *The Colonist*, Walkus souligne que des emplois sont certes disponibles en été dans l'industrie du bois et la pêche commerciale, ou dans la construction, mais il déplore dans le même temps que le changement a été trop brutal pour que les gens s'adaptent à la nouvelle situation (*The Colonist*, 1er décembre 1968 : 44). La transition d'un mode de vie fondé sur les activités subsistance à celui lié à une activité salariale a été impossible à réussir (Emery et Grainger 1994 : 53). De plus, les 'Nakwxada'xw et les Gwa'salas, qui avaient vécu jusqu'alors dans des communautés repliées sur elles-mêmes, deviennent la cible d'attitudes racistes et vivent dans un tel désarroi qu'ils n'ont pas la volonté de « traverser le pont », frontière physique entre la réserve et le centre urbain de Port Hardy où était établie

la communauté eurocanadienne. Le pont devient une barrière réelle et symbolique contre les « descentes » des enfants de la ville qui venaient harceler les enfants et les adultes du village, attitude qui révélait le racisme latent envers les communautés amérindiennes :

> Lorsque je suis arrivé ici, j'ai eu du mal à travailler. Nous parlions notre langue. Nous parlions kwakwala. Nos enfants ne savaient pas parler anglais. Ils parlaient notre langue. Ils ont eu des problèmes avec les enfants d'ici, à Port Hardy. Oh, c'était vraiment difficile. Tous les soirs, c'était la même chose [...] On avait peur là-bas. Les jeunes faisaient de ces choses [...] J'ai essayé de les en empêcher et ils se sont fâchés, des jeunes de Port Hardy. Ils ont mis le feu à ma maison parce que j'avais essayé de les arrêter. Une fois, nous avons bloqué le pont avec du bois mort pour essayer de les empêcher d'arriver jusqu'ici. Les gens de Port Hardy venaient même ici avec des fusils et tiraient au-dessus du village depuis l'autre côté de la rivière. On ne pouvait rien faire pour les arrêter. (Harry Walkus, entretien de novembre 1993, cité dans Canada 1996 : 485-486)

Comment meurt un peuple[7]

Les conséquences de la délocalisation ont été catastrophiques sur le plan de la santé et de la mortalité. Le bilan parle de lui-même. Le rapport Nowosad-Klaver (1988 : 35), mentionne que la liste des votants des deux bandes établie en avril et mai 1962 compte 54 membres. Vingt-trois ans plus tard, 31 d'entre eux sont morts, soit un peu plus de 57 %. L'étude démographique de Dara Culhane confirme ce bilan. En effet, sur une population d'environ 200 personnes, on compte 20 décès entre 1964 et 1966, dont 11 en 1965 (Culhane 1984 : 24). Toujours selon Culhane (*ibid.*), entre 1964 et 1974 la classe d'âge des 60 ans a connu le taux de mortalité le plus élevé. Dans son récit romancé publié en 1970 sur la situation à Kwatsi (Tsulquate), Fry dresse un bilan non moins accablant : il souligne qu'entre 1950 et 1968, sur une population d'environ 220 personnes, on compte 69 décès dont 12 de personnes de plus de 50 ans. Il indique que 45 enfants de 0 à 10 ans sont morts, dont 17 de pneumonie, 6 de brûlures, 6 de noyade, 4 de malnutrition, 16 de causes différentes (Fry 1994 : 173). Le taux de mortalité infantile est plus haut que la moyenne dans les communautés autochtones du Canada, notamment en raison de manque d'attention et de soins. Les enfants sont dénutris et laissés à eux-mêmes, ce qui est symptomatique des dysfonctionnements profonds de la communauté (Emery et Grainger 1994 : 95-96)[8]. À la fin des années 1960, le taux de mortalité est trois fois plus élevé que celui de la population non autochtone et deux fois plus élevé que celui des autochtones (Nowosad et Klaver 1988 : 35 ; Von Specht 1994b : 10).

Les facteurs en cause comprennent les logements surpeuplés, le manque de salubrité et les risques sanitaires, qui se révèlent être beaucoup plus dangereux que les risques naturels auxquels étaient confrontés ces gens avant leur déplacement (Culhane 1984). L'alcool était à portée de main dans les pubs de Port Hardy. La présence des bootleggers et les descentes de bûcherons dans les maisons de Tsulquate après la fermeture des bars ont favorisé la pénétration de l'alcool dans la réserve au sein d'une population complètement démoralisée (Fry 1994: 41-42). De peuple autonome, les 'Nakwaxda'xw et les Gwa'salas sont devenus l'ombre d'eux-mêmes, dépendants de l'alcool : « Un grand nombre de gens ont perdu la vie ou la volonté de vivre » (Paddy Walkus, dans Von Specht 1994b : 11). Tous les témoignages disent ce mal de vivre et les effets pervers de l'alcoolisme :

> C'est allé mal après qu'on a déménagé. On a perdu beaucoup de nos anciens après qu'on a déménagé. Mon frère s'est noyé aussitôt qu'on est venus s'installer ici, au dock des pêcheurs […] les gens ne buvaient pas beaucoup à Takush ou à Blunden Harbour. C'est pourquoi tout le monde a commencé à perdre des membres de sa famille. Il y a eu beaucoup de morts dans les deux tribus après qu'ils ont déménagé ici, tous à cause de l'alcool. (Tom Johnson, 16 avril 1985, dans Nowosad et Klaver 1988, Appendix H)

> Depuis qu'on a déménagé, les gens ont commencé à boire. La plupart des membres de ma famille sont morts à Port Hardy. (Simon Walkus Sr. *Awakwis* 1994 : 10)

> Au début de la période de transition, on les a laissés habiter sur leurs bateaux, car il n'y avait pas assez de maisons pour loger toutes les familles qui arrivaient. Ils ont été les témoins impuissants de la manière dont l'alcool détruisait leur mode de vie. (John Walkus Green, 8 février 2011, <http://crescentbeach.bc.ca/TOTEM/framesF.htm>

Dans son récit-fiction, fondé néanmoins sur une réalité dramatique vécue par habitants de Tsulquate, Fry fait de la mort d'une enfant d'un an souffrant de différents maux (malnutrition, infection cutanée, pneumonie) et vivant dans la maison d'une famille de douze personnes, où sévissait l'alcoolisme, la métaphore des conditions de vie déplorables dans la réserve (1994 : 45, 65). Il aura retenu que les causes de mortalité sont indissociablement liées à l'environnement social, sanitaire et économique : « Dites-nous comment meurt un peuple et on vous dira comment il vit. » (*ibid.* : 174)

Le pouvoir des lieux

Dans leur farouche volonté de « civiliser » et « moderniser » les autochtones au nom du progrès, les administrateurs des Affaires indiennes ont omis de penser la relation onto-géographique de ces sociétés à leur environnement, c'est-à-dire à la manière dont – dans le cas présent – les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw étaient structurés par leur relation géographique et ontologique à leur écoumène. Pour Augustin Berque, en effet, la notion d'écoumène renvoie à un environnement et à des lieux de vie où géographie et vécu de l'homme sensible sont indissociablement liés entre eux. Selon l'auteur, l'écoumène est « la portion de l'étendue terrestre que l'homme habite effectivement » et « qu'il fréquente et utilise ordinairement[9] » (Berque 1986 : 66, 165, 87). Même si l'on considère que le territoire était plus parcouru qu'habité et que l'environnement écologique dans lequel vivaient les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw était peu modifié par l'action humaine, il n'en demeure pas moins que la relation des autochtones à cet espace-territoire est, ainsi que l'indique Berque, trajective, c'est-à-dire que toute société entretient un rapport

spécifique avec son milieu. Ainsi le milieu est à la fois perçu comme naturel et culturel, physique et phénoménal, matériel et idéel. La relation au milieu est subjective et objective, collective et individuelle (*ibid.* : 147-153) et fait partie intégrante de l'identité individuelle et collective.

Pour les Gwas'slas et les 'Nakwaxda'xw, il y eut un *avant*, marqué par le maintien d'activités saisonnières ponctuant les différents cycles de l'année. Certes, la mise en place des réserves avait fixé les limites des terres et réduit de manière considérable les superficies qui leur ont été concédées, mais la conception de la territorialité – le territoire n'est pas un espace continu, mais comprend différents sites de pêche, de cueillette, un village d'hiver, des lieux de sépulture – fut moins bouleversée qu'après leur réinstallation dans une réserve de petite taille où ils étaient confinés sans pouvoir partir ni mener leur vie seminomade. La fixation autoritaire de la population autochtone dans les réserves n'a abouti qu'à une apparente stabilisation spatiale sans imposer de fortes contraintes sur les déplacements des populations : la conception du territoire des peuples de la côte Nord-Ouest est fondée sur la matérialité d'un ensemble de parcours qui, à la fois, relie les sites entre eux et sous-tend un rythme de vie et une vision du monde.

La relocalisation constitue cet *après* où les gens – emprisonnés dans une réserve de petite taille n'offrant aucune possibilité de se nourrir des ressources locales – ont été privés de la liberté de se déplacer et sont tombés dans l'alcoolisme et la dépendance à l'aide sociale : « Le problème avec des gens c'est que leur vie consiste à se rendre d'un lieu à un autre et non à arriver. Le déplacement doit receler une certaine qualité. » (Fry 1994 : 129) Le pouvoir des nouveaux lieux s'est avéré à moyen terme « mémoricide » (Windsor et McVey 2005), en ce que les connaissances et les émotions liées à l'ancien territoire ont été étouffées sous la chape de la désintégration sociale et culturelle (voir aussi Read 1996 ; Emery et Grainger 1994 : 77). Dans les faits, tout un savoir ancré dans la perception de l'environnement s'est dissipé.

Près d'un demi-siècle après la délocalisation, il est frappant d'entendre les Anciens assimiler la perte des lieux qu'ils ont fréquentés dans leur jeunesse ou au début de l'âge adulte à celle de la perte d'un mode de vie et d'un régime alimentaire.

> On changeait souvent de place. […] Tous les déplacements qu'on a faits. On avait l'habitude de tout embarquer. Et on mettait tout dans ce petit bateau. Je ne sais pas comment on faisait ça. Il y avait treize enfants sur le bateau en plus du ménage. Je ne peux pas m'imaginer comment on y réussissait. Puis on voyageait d'une place à l'autre. On se rendait aux îles Deserter pour sécher les algues marines et le flétan. On allait à Blunden Harbour pour la récolte [des] palourdes. Puisque ma mère était de Blunden Harbour, on avait une maison là. J'ai de bons souvenirs de cette période, peut-être les meilleurs moments de ma vie. (Voices of the Kwakwaka'wakw / La voix des Kwakwaka'wakw, entretien avec Betty Walkus, s.d.)

Ou encore :

> On vivait avec les saisons. Il y avait beaucoup de choses à faire, ramasser des palourdes. C'était amusant. Nous les filles, on pêchait [*jigging*] la morue, on ramassait les palourdes. On cueillait les baies, on ramassait les algues pour les faire sécher, il y avait tant à faire là-bas. On faisait des conserves. Les palourdes me manquent. Je ne mange presque jamais plus de coquillages. Il y avait beaucoup d'ormeaux [abalone]. Mon oncle en ramassait dix sacs, à chaque fois. On les mettait en conserves pour l'hiver
>
> […]
>
> J'y suis retournée (à Takush), il y a deux ans. C'était bien. Vous pensez à toutes les choses que vous aviez l'habitude de faire. (Janet Paul, entretien, 22 juillet 2011)

La relocalisation imposée par le gouvernement canadien aux Gwa'salas et aux 'Nakwaxda'xw – qui eut pour conséquence l'éloignement brutal et quasi définitif de leur territoire d'origine – a fait d'eux des étrangers sur une terre étrangère. Abandonner un lieu ce n'est pas seulement le perdre, mais c'est aussi perdre la relation réelle, imaginaire, spirituelle et émotionnelle à ce lieu, c'est perdre un savoir, une partie de son identité individuelle et collective.

Awinako'la ou la survivance

Dans le document officiel de l'accord-cadre d'établissement d'un traité avec la Colombie-Britannique (2000), les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw affirment qu'ils font un avec la terre et la mer, ce qui est exprimé en kwakwala par le terme *awina'kola*[10]. On ne peut manquer de remarquer que ce terme définit le lien constitutif qui unit les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw à ces territoires – qu'ils n'ont certes pas perdu dans les faits, puisque les deux bandes sont toujours propriétaires de leurs réserves respectives, mais dont ils ont été privés pendant cinq décennies à la suite de leur relocalisation. *Awina'kola* exprime en creux le traumatisme de cet événement cardinal qui continue d'affecter leur vie, mais aussi l'espoir et la volonté de surmonter une longue situation de crise grâce à la possibilité que peuvent leur offrir le contrôle des terres et de leurs ressources et la restauration de leurs relations avec le territoire ancestral.

Certes la situation est encore aujourd'hui très difficile sur le plan économique et sur celui de la santé et de l'éducation. Des efforts ont été entrepris dans les années 1980 pour tenter d'inverser le cours des choses. En 1980, 80 % des adultes de Tsulquate en âge de travailler n'avaient pas d'emploi. La communauté a produit et continue de produire de nombreuses études, évaluations et rapports sur les conditions économiques et sociales de la réserve. Elle a reçu des aides financières pour la création d'emplois – des postes à plein temps pour les membres de la bande – et pour la mise en œuvre de projets de développement économique dans les domaines de la foresterie (conservation, reboisement) et de l'industrie de la pêche (avec l'achat de fileyeurs) [Emery et Grainger 1994 : 111-112], cependant, un certain nombre de projets de création d'emploi ne répondaient pas aux besoins de formation et de développement économique de la communauté. En 2006, le taux d'emploi est de 26,8 %. Sur une population de 432 personnes vivant dans la réserve, dont 65 % sont âgées de plus de quinze ans, 15 personnes de plus de quinze ans ont un emploi fixe et 125 ont des emplois temporaires.

Environ 42 % des personnes travaillent dans le secteur des services (éducation, aide sociale, santé, administration et autres services)[11]. James Walkus, patron pêcheur d'origine gwa'sala et propriétaire d'une flotte de huit bateaux, n'emploie que cinq à six personnes de la réserve, car selon lui, « l'aide sociale est un mode de vie » (entretien, 22 juillet 2011).

Outre l'emploi, une des difficultés à laquelle doit faire face l'administration de la bande gwa'sala-'nakwaxda'xw est l'accroissement rapide de la population qui pose des problèmes quasi insurmontables en matière de logement et de services sociaux. La population passe d'un peu plus de 260 en 1974 à 330-340 en 1983, incluant 270 membres de la bande et une trentaine de personnes qui n'en étaient pas membres. La population a presque doublé entre 1982 et 2000, passant de 328 à 646 (Plant 2000 : 121). Si les maisons sont beaucoup moins surpeuplées que dans les années 1960 – environ huit occupants par maison – il n'en demeure pas moins que bon nombre d'entre elles sont en mauvais état en raison des problèmes d'entretien. Nombre des habitations ont été livrées sans être entièrement terminées et les nouveaux résidents vivant en majorité de l'aide sociale n'avaient pas les moyens de terminer leur construction ou de les entretenir. Entre 1978 et 1983, le ministère des Affaires indiennes dépense 900 000 $ en matériaux et en main-d'œuvre pour la construction de huit à dix maisons, plusieurs milliers de dollars ayant été consacrés à la rénovation d'habitations plus anciennes (Emery et Grainger 1994 : 89-90).

Déclin des activités de subsistance, revenus issus de l'aide sociale et alcoolisme chronique, ne peuvent qu'entraîner des désordres sociaux qui affectent tout particulièrement la vie des enfants. En 1983, après avoir demandé de l'aide au ministère des Affaires indiennes, le Conseil de bande met sur pied un plan social sur cinq ans (*Five Year Welfare Plan*) intitulé *Ka Ans Sa Samik* ('Pour nos enfants') afin de protéger les enfants en danger. En 1984, le ministère des Ressources humaines supervise le placement de vingt-six enfants du village de Tsulquate (Emery et Grainger 1994 : 101-102). En 2008, selon la responsable des services de santé, quarante-sept enfants ont été pris en charge par les services sociaux, soit un enfant sur cinq, la raison principale étant imputée aux mauvaises conditions de logement (*National Post*, 19 décembre 2008). Pour la seule année de 2008, on évalue à trente-huit le nombre de nouveau-nés (*ibid.*). Un ancien du village, Tommy Henderson, qui ne cache pas les difficultés qu'il a dû affronter tout au long des cinquante premières années de sa vie, dresse un bilan négatif devant le fort accroissement de la population, les mères étant généralement très jeunes, et regrette que la vie de la communauté soit rythmée par la soirée de bingo du mercredi et la soirée-alcool du vendredi (entretien, 22 juillet 2011).

L'accord conclu en juin 2010 entre la bande gwa'sala-'nakwaxda'xw et le gouvernement canadien à propos de la question de la relocalisation à Tsulquate et de ses conséquences sur la vie des habitants de Takus et Ba'a's et de leurs descendants pourrait constituer un élément décisif pour le futur de la communauté. En effet, les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw avaient présenté auprès du gouvernement canadien une revendication particulière (*Specific Claim*) fondée sur le constat que les promesses faites par le ministère des Affaires indiennes pour persuader ses membres de se réinstaller sur une réserve ne furent pas tenues, ou seulement partiellement mises en œuvre après la relocalisation de 1964, et que la relocalisation avait causé des souffrances physiques et des pertes économiques (Nowosad et Klaver 1988 : 3).

En 2008, au terme d'une longue bataille juridique, et dans un climat politique plus favorable aux revendications autochtones après les propositions de réforme développées dans le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA) [Canada 1996], le gouvernement fédéral a reconnu sa responsabilité au regard des préjudices subis au cours des cinquante dernières années par les membres de la bande gwa'sala-'nakwxad'xw. Dans le cadre du programme des revendications spécifiques, la bande a reçu une indemnisation de 31 millions de dollars en compensation des préjudices subis à la suite de la relocalisation forcée, et 19 millions de dollars restent à disposition après paiement des frais de justice.

Si les conditions de vie sont toujours difficiles à Tsulquate, le niveau de conscience et d'inquiétude semble avoir augmenté et de nombreux efforts sont entrepris par une nouvelle génération qui, grâce notamment au Comprehensive Community Plan (Planification communautaire globale) (CCP) dans la logique de l'acquisition de l'indemnisation, a réfléchi durant deux années (2008-2010) à un certain nombre d'initiatives à mettre en œuvre afin de développer le sens de la solidarité entre les différentes générations, de revitaliser la culture, etc. (voir http ://fnbc.info/gwasala-nakwaxdaxw-ccp-highlights). Ces propositions touchent à tous les domaines de la vie de la communauté à savoir la culture, l'économie, l'éducation, la gouvernance, la santé, les territoires et les ressources, les infrastructures, etc. Une subvention du ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation de la Colombie-Britannique a permis d'entreprendre une étude sur les besoins en ressources humaines de la communauté (http://www.gwanak.info/about-us/history-vision).

Les fonds devraient être investis dans des domaines qui améliorent concrètement la vie de leurs membres, qu'il s'agisse de formation visant la création d'options de carrière pour les jeunes, de logements et d'autres infrastructures communautaires, ou encore de possibilités de développement économique. Des désaccords interviennent sur les priorités qui ont à voir dans une certaine mesure avec la perte d'identité de chacune des deux communautés qui ont été obligées de vivre ensemble, les 'Nakwaxd'axw étant très minoritaires par rapport aux Gwa'salas. Les uns veulent utiliser l'argent pour construire des maisons neuves et pour restaurer celles qui sont en mauvais état, les autres pensent qu'il faut investir dans l'éducation des jeunes. Le chef et le conseil de bande ont décliné ce type

de demande. Un fonds (GN Trust) doté de cinq millions de dollars a été déposé dans un compte en fidéicommis pour assurer 200 $ par année à chaque membre inscrit de la bande. Le conseil de bande a décidé de consacrer des fonds à la culture, aux aînés, à la jeunesse, aux activités sportives et aux situations d'urgence. Un volet important comprend la revitalisation de la langue, la quête de la nourriture traditionnelle, les déplacements sur les anciens territoires et l'organisation de fêtes de guérison (http://www.gwanak.info/about-us/history-vision ; voir aussi *National Post*, 19 décembre 2008).

Conclusion

Les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw ont payé et paient encore le prix de décisions arbitraires prises lors de la mise en œuvre d'un projet de relocalisation autoritaire. Ce projet rend compte du type de relations de pouvoir asymétriques existant entre le gouvernement canadien et les autochtones dans les années 1960-1980 et reflète une posture arrogante, irresponsable, incompétente et paternaliste des responsables de l'administration des Affaires indiennes tant sur le plan national que local. Les membres de la nation gwa'sala-'nakwaxda'xw font face à de nouveaux défis relevant de ce que l'on définit aujourd'hui par la notion de survivance, notion qui englobe à la fois une philosophie, des pratiques et des comportements. En effet, comme le remarque Deborah Madsen (2012 : xvi),

> En plus des efforts entrepris pour reconquérir toutes les facettes qui composent l'identité autochtone, les pratiques liées à la survivance comportent un travail important pour regagner les terres tribales, revitaliser les langues, défendre les droits historiques issus des traités, obtenir la protection des sites sacrés, […] et aboutir à des résultats en matière d'éducation et de santé.

Plus loin, elle note : « La survivance n'est pas un objet ou une méthode statique mais une condition dynamique de la survie culturelle et de la résistance politique » (*ibid.* : ix). Parions que les Gwa'salas et les 'Nakwaxda'xw sauront emprunter la voie de la survivance pour réussir leur renaissance.

Notes

1. L'anthropologue Wilson Duff (1967) a souligné que « l'égalité d'accès à l'école ne veut pas dire égalité d'éducation. » Et dans son rapport de 1967 sur l'éducation intégrée, Harry Hawthorn remarque que « l'enfant indien a besoin de plus que l'égalité […] dans l'éducation. Il a besoin de plus d'écoles et d'une école différente » (cité dans Plant 2009 : 144).
2. Pineo observe que le système hiérarchique des tribus kwakawka'wakw tel qu'il pu exister du temps des potlatchs intertribaux à partir des deux ou trois dernières décennies du XIX^e^ siècle était encore opérationnel dans les esprits au cours des années 1950 et il s'avérait important lorsqu'il s'agissait d'établir des alliances matrimoniales avec des membres de telle ou telle tribu ou d'accueillir des « émigrants » de tel ou tel village à Alert Bay. À cet égard, les Kwagu'ls de Fort Rupert, les Mamalilikalas de Village Island et les Tlawitsis de Turnour Island étaient les bienvenus, ces groupes étant placés au sommet de la hiérarchie du potlatch (Pineo 1955 : 78-87).
3. On peut dire qu'à partir des années 1870-1880, les Nuwittis, les Gwasa'las et les 'Nakwaxda'xw forment ce que j'ai appelé une « unité festive », c'est à-dire un regroupement de nations spatialement proches, entretenant entre elles des relations privilégiées d'alliance matrimoniale et s'invitant régulièrement à des potlatchs. Une autre unité festive comprend les Kwag'uls de Fort Rupert, les Mamalilikullas, les Nimpkishs et les Tlawitsis (Mauzé 1984 : 217-220 ; Ford 1941).
4. RG 10 Microfilm : Kwakwelth Agency – Blunden Harbour School Establishment 1911-1915. Lettre de A.R. Green, Inspector à J.D. McLean, Secretary of, Department of Indian affairs, datée du 4 novembre 1911; lettre de William Halliday, agent des Affaires indiennes à Alert Bay, à D. McLean, Secretary of Department of Indian affairs, datée du 5 décembre 1911 ; lettre de R.C. Clark à Duncan Scott, datée du 12 juin 1915. Ces informations m'ont été fournies par Quentin Ehrmann-Curat que je remercie bien vivement.
5. Lettre de W.K. Gregor Regional Supervisor DIA, Vancouver à F. Johnson DIA Schoolteacher at Takush, February 17, 1953, cité dans Nowosad et Klaver 1988, Appendix F.
6. Les maisons de Takush ont été incendiées le 22 janvier 1966. On dispose d'une liste des habitations et des propriétaires ainsi qu'un plan du village établi par H.M. Browne. Voir aussi la lettre du surintendant A. E. Fry au directeur régional des Affaires sociales, datée du 5 décembre 1968 (Nowosad et Klaver 1988, Appendix M. En revanche, aucun document ne semble disponible sur la mise à feu des maisons à B'a'as.
7. D'après le roman d'Alan Fry, 1970, *How a People Die*. Harbour Publishing, Madeira Park, BC.
8. Le taux de mortalité infantile entre 1975 et 1983 est redescendu à un taux normal par rapport au reste du Canada (Emery et Grainger 1994 : 96). Selon le témoignage d'une jeune institutrice en poste à l'école de Port Hardy en 1967-1968, les enfants manquaient de vêtements, ainsi que de sommeil, si bien qu'un dortoir avait été aménagé pour qu'ils puissent se reposer. Comme les enfants souffraient aussi de la faim, une distribution de porridge avait été organisée pour les nourrir (Heather Sanso, entretien, 12 mai 1988 avec Daniel J. Nowosad, dans Nowosad et Klaver 1988, Appendix F).
9. Berque oppose la notion d'écoumène à celle d'érème, définie comme « l'étendue ordinairement non fréquentée par l'homme » qui correspondrait à ce que l'homme appelle *wilderness* en anglais (Berque 1986 : 165, 167).
10. Jusqu'en 2010, la nation gwa'sala-'nakwaxda'xw faisait partie du « Winalagilis Treaty Group » qui comprenait les nations kwakiutl, 'namgis, d'anaxda'xw/awaetlala, quatsino et tlatlasikwala. L'orthographe utilisée est celle du texte officiel. Le terme *winalagilis* signifie l'esprit de la guerre chez les Kwakwaka'wakw.
11. Ces chiffres proviennent du site <http://www.city-data.com/canada/Tsulquate-4-Indian.reserve.html>. Le revenu annuel des personnes qui travaillent toute l'année est d'un peu plus de 31 000 $ celui de celles qui ont un travail temporaire est de 8000 $.

Remerciements

Cette recherche a été difficile à entreprendre car, n'étant pas de nationalité canadienne, l'accès à certains documents m'a été interdit dans les archives. Je tiens à remercier mes collègues canadiens qui m'ont été d'un grand soutien dans mes démarches : Denys Delâge, Dorothy Kennedy, Randy Bouchard et Jean-Pierre Sawaya. Mes remerciements vont aussi à Quentin Ehrmann-Curat. À Tsulquate, je tiens à remercier le chef Paddy Walkus et les membres du Conseil de bande qui m'ont autorisée à mener ma recherche en juillet 2011 ainsi qu'à Les Taylor. Ce travail n'aurait pu être mené à bien sans l'aide de Colleen Hemphill, Jessie Hemphill, Linda Dorricott et Natasha Walkus. Je tiens à remercier également Janet Paul et sa fille Agnes Wallace, ainsi que Tommy Henderson et James Walkus.

Ouvrages cités et archives

BAC (Bibliothèque et Archives Canada), 1879 : « Lettre de I.W. Powell datée du 26 août 1879 », *Indian Affairs Annual Reports* : 111-114. Department of Indian Affairs, Canada.

BERQUE, Augustin, 1986 : *Le sauvage et l'artifice. Les Japonais devant la nature*. Gallimard, Paris.

BOAS, Franz, 1910 : *Kwakiutl Tales*. Columbia University Contributions to Anthropology, vol. 2, Columbia University Press, New York.

—, 1966 : *Kwakiutl Ethnography*. University of Chicago Press, Chicago.

BOUCHARD, Randy, 1995 : *A Preliminary Ethnographic and Ethno-Historic Overview of Native Land Use in the Port McNeill Forest District*. Prepared for I.R. Wilson Consultants Ltd. and the British Columbia Ministry of Forests, Port McNeill Forest District, British Columbia Indian language Project, Victoria, B.C.

BOYD, Robert, 1999 : *The Coming of the Spirit of Pestilence. Introduced Infectious Diseases and Population Decline along Northwest Coast Indians, 1774-1874*. UBC Press, Vancouver.

CANADA, Gouvernement du, 1996 : *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, vol. 1, « Un passé, un avenir ». Deuxième partie, « Faux postulats et échec de la relation », chapitre 11, les réinstallations. Approvisionnements et Service Canada, Ottawa.

COLE, Douglas, et Ira CHAIKIN, 1990 : *An Iron Hand upon the People. The Law Against the Potlatch on the Northwest Coast*. Douglas & McIntyre / University of Washington Press, Vancouver / Seattle.

CULHANE, Dara, 1984 : *Tsulquate: The Demographic Story*. Ms., Gwa'sala-'Nakwaxda'xw Band Office, Port Hardy, BC.

DAWSON, George M., 1887 : « Notes and Observations on the Kwakiool People of the Northern Part of Vancouver Island and Adjacent Coast, Made during the Summer of 1885… » *Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada for the Year 1887*, vol. 5, section II : 63-98.

DRUCKER Philip, et Robert HEIZER, 1967 : *To Make My Name Good. A Reexamination of the Southern Kwakiutl Potlatch*. University of California Press, Berkeley.

DUFF, Wilson, 1965 : *The Southern Kwakiutl. Wilson Duff Collection*. Ms., Anthropological Collections, Royal British Columbia Museum, Victoria.

—, 1967 : « Unequal 'Equality': Failure in Indian Education ». A Statement prepared for the BC Indian Advisory Committee. BAC GR -1661, Boîte 36, Dossier 1.

EMERY Cliff, et Douglas GRAINGER, 1994 : *You Moved Us Here – A Narrative Account of the Amalgamation Relocation of the Gwa'Sala and the Nakwaxda'xw Peoples*. Rapport produit pour la Commission royale sur les peuples autochtones, Bibliothèque et Archives du Canada et Gwa'sala-'Nakwaxda'xw Band Office, Ottawa.

FORD, Clellan S., 1941 : *Smoke from their fires. The life of a Kwakiutl Chief*. Archon Books, Hamden, Connecticut.

FRY, Alan, 1994 [1970] : *How a People Die*. Harbour Press, Madeira Park.

GALOIS, Robert, 1994 : *Kwakwaka'wakw Settlements 1775-1920: A Geographical Analysis and Gazetteer. UBC* Press, Vancouver.

HOLM, Bill, 1983 : *Smoky-Top. The Art and Times of Willie Seaweed*. University of Washington Press, Seattle.

MADSEN, Deborah, 2012 : « Tragic Wisdom and Survivance », in Joëlle Rostkowski, *Conversations with Remarkable Native Americans* : ix-xvi. SUNY Press, Albany.

MAUZÉ, Marie, 1984 : *Jeux et enjeux du prestige. Des Kwagul méridionaux aux Lekwiltoq (côte nord-ouest du Pacifique)*. Thèse de doctorat, t. I, École des hautes études en sciences sociales.

—, 1992 : *Les Fils de Wakai. Une histoire des Indiens Lekwiltoq*. Éditions Recherche sur les civilisations, Paris.

—, 1995 : « Potlatching as Ever ». *European Review of Native American Studies* 9(2) : 25-31.

MUSSEL Bill, et Alvin DIXON, 1970 : *Relocation of the Tsulquate People, an Investigation of the Relocation and its Related Grievances with Recommendations for Settlement*. Gwa'sala-'Nakwaxda'xw Band Office, Port Hardy, BC.

NOWOSAD, Daniel, et Brian KLAVER, 1988 : *Gwa'Sala-'Nakwaxda'xw Band Specific Claim, Book One and Book Two*. Gwa'sala-'Nakwaxda'xw Band Office, Port Hardy, BC.

PINEO, Peter Camden, 1955 : *Village Migrations of the Modern Kwakiutl*. B.A. Unpublished Thesis, University of British Columbia, Vancouver.

PLANT, Byron King, 2000 : *Hank Snow and Moving On : Tradition and Modernity in Kwakwaka'wakw 20th Century Migration*. B.A., Department of History, University of Victoria, Victoria.

—, 2009 : *The Politics of Administration: A Revisionist History of Intrastate Relations in Mid-Twentieth Century British Columbia*. University of Saskatchewan, Saskatoon.

POINTING, J. Rick, et Roger GIBBINS, 1980 : *Out of Irrelevance. A Socio-Political Introduction to Indian Affairs in Canada*. Butterworths, Toronto.

PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA, 1956 : *Sixth Report of the Indian Advisory Committee and the Director, Indian Advisory Act for the year ended December 21, 1955*.

—, 1967 : *Seventeenth Report of the Indian Advisory Committee and the Director, Indian Advisory Act for the year ended December 21, 1966*.

READ, Peter, 1996 : *Returning to Nothing. The Meaning of Lost Places*. Cambridge University Press, Cambridge.

SHELTINGA, Janet C., 1988 : *Death of a Community, Rebirth of a Homeland. Planning Processes for a Kwakiutl Indian Community*. Master of Science, University of British Columbia.

SHKILNYK, Anastasia Maria, 1981 : *Government Indian Policy and its Impact on Community Life: A case Study of the relocation of the Grassy Narrows Band*. Office of Land Claims B.C.

SPRADLEY, James, 1972 : *Guests Never Leave Hungry: Autobiography of James Sewid, a Kwakiutl Indian*. Mc Gill-Queen's University Press, Montréal.

TENNANT, Paul, 1990 : *Aboriginal Peoples and Politics. The Indian Land Question in British Columbia, 1849-1989*. UBC Press, Vancouver.

VON SPECHT, Franka, 1994a : « A Gillnetter's Journey on Land and Sea ». *Awak'wis* : 3-4.

—, 1994b : « Gwa'Sala Nakwaxda'xw Journey Home: Remembering the Chalkboard Promises ». *Awak'wis* : 10-11.

WINDSOR, J.E., et J.A. McVEY, 2005 : « Annihilation of both place and sense of place: the experience of Cheslatta T'En Canadian First Nation within the context of large-scale environmental projects ». *The Geographical Journal* 171(2) : 146-165.

Sites Internet

AAR (Archives audiovisuelles de la Recherche), s.d. : « L'Écoumène et l'étude des milieux humains ». Archives audiovisuelles de la recherche Fondation de la maison des sciences de l'Homme. Entretien avec Augustin Berque. <http ://www.archivesaudiovisuelles.fr/84/> (consulté le 1er décembre 2011).

ADDNC (Affaires autochtones et Développement du Nord Canada), s.d. : *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones du Canada*. <http://www.ainc-inac.gc.ca/ap/rrc-fra.asp> (consulté le 14 novembre 2011).

FNBC (First Nations in British Columbia) : *Gwa'sala 'Nakwaxda'xw CCP Highlights.* <http://fnbc.info/gwasala-nakwaxdaxw-ccp-highlights> (consulté le 12 octobre 2012).

GWA'SALA-'NAKWAXDA'XW NATIONS : <http://www.gwanak.info/about-us/history-vision> (consulté le 12 octobre 2012).

LLBC (Legislative Library of British Columbia), s.d. : *Framework Agreement to Negociate a Treaty between the Gwa'sala-'Nakwaxda'xw Nation and Her majesty the Queen in Right of Canada and her Majesty the Queen in Right of British Columbia.* <http://www.llbc.leg.bc.ca/public/PubDocs/bcdocs/405683/gwasala_frmwrk.pdf> (consulté le 12 octobre 2012).

—, s.d. : *Gwa'sala-'Nakwaxda'xw First Nation Forest & Range Revenue Sharing Agreement (FRSA) (The "Agreement") Between The Gwa'sala-'Nakwaxda'xw First Nation and Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia.* <http://www.llbc.leg.bc.ca/public/pubdocs/bcdocs2011/471160/gwasala-nakwaxdaxw_april2011.pdf> (consulté le 11 octobre 2012).

TSULQUATE 4 INDIAN RESERVE : *Tsulquate 4 Indian Reserve. Population, age characteristics, dwellings, houses, language …* <http://www.city-data.com/canada/Tsulquate-4-Indian-reserve.html> (consulté le 12 octobre 2012).

VOICES OF THE KWAKWAKA'WAKW / LA VOIX DES KWAKWAKA'WAKW : *La culture Kwakiutl.* « Entretien avec Betty Walkus ». Disponible sur Internet : <http://www.crescentbeach.bc.ca/TOTEM/framesF.htm> (consulté le 11 octobre 2012).

Articles de journaux

Daily Colonist, « Charges Denied », 30 novembre 1968, p. 35.

The Colonist, « Band Transfer Legal ? » 1er décembre 1968, p. 44.

The Colonist, « Conditions Appalling », 15 décembre 1968, p. 46.

The National Post, « Reserve has $19M and Mouldy Homes », 19 décembre 2008.

The Native Voice, « Two bands to relocate », juillet 1963.

The Native Voice, « Moss Discuss $112 Million Plan », mars 1966.

The Province, « Two Indian bands due for relocation ». 19 juillet 1963, p. 21.

The Province, « Indians back probe ». 30 novembre 1968, p. 27.

The Province, « Two bands of natives split ». 1er avril 1969, p. 11.

The Vancouver Sun, « MP Blasts Indian relocation. Their homes were Burned ». 29 novembre, 1968, p. 3.

The Vancouver Sun, « Indian Rap Crowding », 5 décembre 1968, p. 22.

The Times Colonist, « Indian Bands to Relocate on Island », 19 juillet 1963, p. 11.

Times, « Homes Burnt for Reasons of Health », 30 novembre 1968, p. 45.

Times, « Indians Voted Unanimously to Relocate », 4 décembre 1968, p. 35.

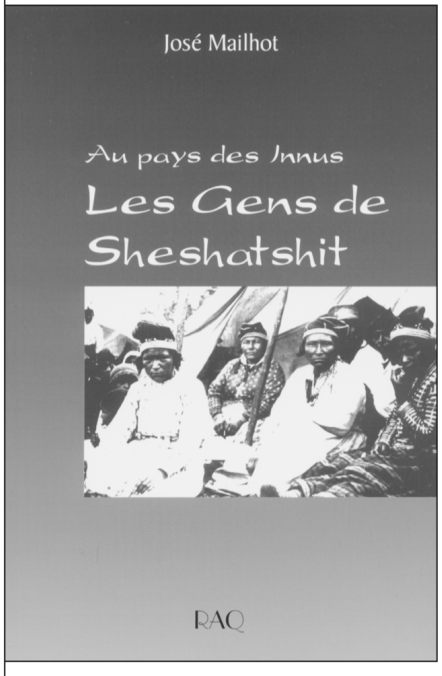
Times, « Separation Urged for Indian Bands ». 1er avril 1969, p. 26.

Victoria Daily Times, « Indian Move 'Not forced' ». 29 novembre, 1968, p. 2.

Victoria Daily Times, « Nullify Merger ». 12 décembre 1968, p. 46.

AU PAYS DES INNUS

Les Gens de Sheshatshit



par José Mailhot

Les Gens de Sheshatshit sont à présent connus grâce à la campagne qu'ils mènent depuis des années contre les activités militaires des pays membres de l'OTAN au Labrador. Ce livre propose une rencontre plus intime avec eux en montrant comment ils ont tissé des liens avec le territoire et avec les groupes innus du Québec.

Collection **Signes des Amériques**, n° 9

Un volume de 184 pages comprenant 9 tableaux, 38 figures, 24 planches, une bibliographie.
29,30 $ (tps et port inclus)

Faire parvenir votre commande accompagnée d'un chèque à :
Recherches amérindiennes au Québec
6742, rue Saint-Denis, Montréal, Québec H2S 2S2